



AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 18 au 25 octobre 2019

Tunisie :

- *Le déficit budgétaire sur les 8 premiers mois de l'année 2019 se creuse de +26% en glissement annuel (g.a.), à -3,3 Mds TND.*
- *La Tunisie gagne deux places dans le classement du rapport Doing Business 2020 de la Banque Mondiale.*
- *Les autorités du Fonds monétaire international (FMI) attendent d'avoir connaissance des priorités du nouveau gouvernement tunisien pour « continuer de voir comment maintenir la coopération actuelle ».*
- *Le Chef du gouvernement tunisien, M. Youssef Chahed, a participé au Sommet Russie-Afrique.*
- *Une délégation de la région Occitanie a effectué une visite d'une semaine à Kerkennah afin de fixer les grandes lignes d'une coopération territoriale avec l'île.*
- *Proparco signe une ligne de crédit de 12 millions d'euros en faveur de la Compagnie internationale de leasing (CIL) pour développer son activité de crédit-bail.*

Libye :

- *British Pétroleum (BP) et Eni reportent leur projet d'exploration pétrolière en Libye suite à la détérioration de la situation sécuritaire.*

TUNISIE

- *Le déficit budgétaire sur les 8 premiers mois de l'année 2019 se creuse de +26% en glissement annuel (g.a.), à -3,3 Mds TND.*

Le ministère des Finances a publié les [Résultats provisoires de l'Exécution du Budget de l'Etat à la fin août 2019](#). Le déficit budgétaire sur les 8 premiers mois de l'année se creuse de +26% en glissement annuel (g.a.), à -3,3 Mds TND, contre -2,6 Mds TND fin août 2018. Ce creusement s'explique par la hausse des dépenses publiques (hors remboursement du principal de la dette) à la fin du mois d'août 2019 (+16,4% en g.a., à 24 Mds TND) du fait essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement (+20,4% en g.a., à 15,8 Mds TND), elle-même le résultat autant de l'accroissement (i) des rémunérations publiques (+12,8% en g.a. sur la période, à 11,2 Mds TND) et de celui (ii) des interventions publiques (+48,5% en g.a. sur la période, à 3,8 Mds TND). Cette hausse des dépenses n'a pas pu être compensée par la hausse moins importante des recettes propres de l'Etat¹ sur la période (+15,3% en g.a., à 20,8 Mds TND). L'augmentation des ressources propres de l'Etat s'explique essentiellement par la hausse des recettes fiscales (+15,8% en g.a. à 18,7 Mds TND), et plus particulièrement des impôts directs (+33,4% en g.a. à 8,2 Mds TND). En effet, les ressources liées à l'impôt sur le revenu ont augmenté de +34,4% en g.a. sur la période, à 5,8 Mds TND fin août 2019, et dans une moindre mesure, les recettes liées aux impôts sur les sociétés ont augmenté +31,1% en g.a. sur la période, à 2,4 Mds TND fin août 2019. Pour rappel, les autorités tunisiennes ont mentionné dans le Projet Loi de Finances complémentaire 2019 (PLFC 2019) que le déficit budgétaire, estimé à -3,9% du PIB dans la Loi de Finances 2019 (LF 2019), devrait finalement être limité à -3,5% du PIB (soit 4,07 Mds TND), contre un déficit de -4,8% du PIB en 2018.

- *La Tunisie gagne deux places dans le classement du rapport Doing Business 2020 de la Banque Mondiale.*

La Banque Mondiale a publié mercredi 23 octobre 2019 son rapport annuel [Doing Business 2020](#), dans lequel elle évalue la réglementation des affaires et son application effective dans 190 économies à travers le monde. La Tunisie a gagné deux places par rapport à l'évaluation précédente publiée un an plus tôt (contre 8 places dans le précédent rapport), et se situe désormais au 78^{ème} rang mondial. Pour rappel, la Tunisie était classée en 46^{ème} position en 2012. Le pays a amélioré son score absolu sur un an (passant de 66,1 à 68,7 points), principalement (i) en renforçant la collecte des taxes et impôts, grâce notamment à la « mise en place d'un système de contrôle fiscal basé sur les risques » (+7,2 points sur ce critère en un an) mais aussi (ii) en simplifiant les modalités de création d'une entreprise, notamment du fait du « regroupement de services dans un guichet unique et de la réduction des frais » (+6,1 points soit un gain de 44 places). La Tunisie est particulièrement compétitive sur le plan des conditions de création d'une entreprise (score de 94,6/100 et 19^{ème} rang mondial), de la capacité à fournir de l'électricité (82,3/100 et 63^{ème} rang mondial) et des conditions d'obtention d'un permis de construire (77,4/100 et 32^{ème} rang mondial). En revanche, la Tunisie est moins bien classée pour l'obtention de crédit (50/100 et 104^{ème} rang mondial) et le paiement des taxes (69,4/100 et 108^{ème} rang mondial, malgré la forte progression par rapport à la période précédente). Au niveau régional, la Tunisie régresse de trois places par rapport au dernier rapport et occupe désormais le 8^{ème} rang parmi les 20 pays qui composent la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), derrière notamment le Maroc (2^{ème} de la région et au 53^{ème} rang mondial). Pour rappel, l'objectif fixé par le gouvernement de M. Youssef Chahed était que la Tunisie intègre le top 50 global et le top 3 des Etats d'Afrique et du Monde arabe d'ici 2020.

¹ Hors revenus confisqués et revenu de la privatisation.

- *Les autorités du Fonds monétaire international (FMI) attendent d'avoir connaissance des priorités du nouveau gouvernement tunisien pour « continuer de voir comment maintenir la coopération actuelle ».*

M. Jihad Azour, Directeur du Département Moyen-Orient, Afrique du Nord et Asie Centrale au Fonds monétaire international (FMI), s'est exprimé sur le cas de la Tunisie au cours d'[une conférence de presse](#) organisée le vendredi 18 octobre en marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Il a ainsi déclaré que « *le FMI est prêt à apporter son aide et à poursuivre sa coopération avec les autorités tunisiennes* ». Les autorités du FMI attendent toutefois qu'un nouveau gouvernement soit formé afin de discuter de ses « *priorités pour la phase suivante* ». Sur cette base, ils vont « *continuer de voir comment maintenir la coopération actuelle* ».

- *Le Chef du gouvernement tunisien, M. Youssef Chahed, a participé au Sommet Russie-Afrique.*

Le premier Sommet Russie-Afrique s'est tenu le mercredi 23 octobre et jeudi 24 octobre 2019 en Russie. Il a réuni une quarantaine de représentants d'Etats africains dont le Chef du gouvernement tunisien, M. Youssef Chahed, présent pour conduire une délégation. Au terme de ce sommet, le président russe, M. Vladimir Poutine, a affirmé vouloir *a minima* doubler en quatre à cinq ans les échanges commerciaux avec l'Afrique. Concernant les relations russo-tunisiennes, M. Poutine a déclaré lors du discours d'ouverture au sommet que « *la Tunisie est l'unique pays rescapé du Printemps arabe. Elle est parvenue jusque-là à faire avancer sa transition démocratique et à préserver ses institutions* ». Il s'est aussi engagé à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. De plus, en marge du sommet, le Chef du gouvernement M. Youssef Chahed a rencontré le président russe. Par ailleurs, M. Tarek Ben Salem, conseiller diplomatique auprès du chef du gouvernement, a déclaré [au média Sputnik News](#) que ce sommet allait marquer la signature d'une convention bilatérale, actée en juillet 2019, et relative au transport routier international. Cet accord vient s'ajouter à une « *vingtaine d'accords, protocoles et programmes exécutifs* » déjà en place entre les deux pays.

- *Une délégation de la région Occitanie a effectué une visite d'une semaine à Kerkennah afin de fixer les grandes lignes d'une coopération territoriale avec l'île.*

Une délégation de la région Occitanie a rencontré plusieurs acteurs tunisiens représentant des institutions de tutelle, la société civile ainsi que des professionnels du domaine maritime. Ces échanges leur ont permis de s'accorder sur les grandes lignes d'une coopération promouvant le développement durable maritime, notamment axée autour de (i) la valorisation du crabe bleu, (ii) la labélisation et la commercialisation de produits de la mer, (iii) la lutte contre la pollution plastique et (iv) la perma-culture et agro-écologie à Kerkennah. Le crabe bleu est un prédateur de l'Océan atlantique ayant envahi les côtes méditerranéennes ; au départ un fléau, ce crabe a pourtant un potentiel de valorisation et est très prisé dans le marché asiatique. A noter que ce projet est cofinancé par Devlok (relevant du Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement durable), programme dont bénéficie la Région Occitanie.

- *Proparco signe une ligne de crédit de 12 millions d'euros en faveur de la Compagnie internationale de leasing (CIL) pour développer son activité de crédit-bail.*

Filiale de l'AFD dédiée au secteur privé, Proparco participe au financement et à l'accompagnement d'entreprises et d'établissements financiers en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou encore au Moyen-Orient depuis 40 ans. Avec ce prêt, l'agence démarre un partenariat avec la Compagnie Internationale de Leasing (CIL), afin de l'aider à diversifier ses sources de financement et accroître son activité, sachant que les sociétés de leasing jouent un rôle essentiel pour apporter aux PME des solutions de financement de leurs investissements simples et rapides. Ce financement s'inscrit dans la stratégie Choose Africa de Proparco visant à soutenir les entrepreneurs africains (2,5 Mds EUR dédiés d'ici 2022). Pour rappel, la Tunisie compte plus de 80 000 PME, représentant plus de la moitié des emplois et 40% du PNB. Le financement de ces PME est l'obstacle le plus important pour le développement de ces entreprises sur le continent africain.

LIBYE

- *British Pétroleum (BP) et Eni reportent leur projet d'exploration pétrolière en Libye suite à la détérioration de la situation sécuritaire.*

Le projet d'exploration pétrolière prévu en 2020 par BP et ENI a été ajourné sans précision de délai, en raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité. Le projet qui a été annoncé en octobre 2018, concernait trois blocs d'exploration géants; deux dans le bassin occidental de Ghadamès et le troisième dans le golfe de Syrte. Cette démarche s'inscrivait dans les efforts de la National Oil Corporation (NOC) pour ramener des sociétés énergétiques internationales en Libye après que nombre d'entre elles eurent quitté le pays à la suite de la guerre de 2014 à Tripoli.

Par ailleurs, le président de la NOC, M. Mustafa Sanalla, a appelé à un programme de transformation économique parallèlement au processus politique visant à résoudre la longue concurrence sur la richesse pétrolière de la Libye. S'exprimant devant le Conseil de l'Atlantique, il a présenté une série de réponses couvrant la transparence fiscale, la réforme des subventions, la restructuration de la Petroleum Facilities Guard et le lancement d'un fonds pour les communautés pétrolières. Il a mis en garde contre les risques liés au pétrole qui éclipsait les autres secteurs de l'économie.